

- **Nom**
Pistes Solidaires & CRIJ Nouvelle Aquitaine
- **Prénom**
Martina (personne référente du dossier)
- **Raison sociale**
Association loi 1901

Informations pratiques

- **Intitulé de l'activité**
“Débat POLKA – Que fait l’Europe pour moi?”

- **Description de l'activité**

Dans le cadre du Parlez-moi d’Europe Tour, Pistes-Solidaires (Europe Direct Pau Pays de l’Adour) et le CRIJ Nouvelle Aquitaine (Europe Direct Aquitaine) mettent en place, en collaboration avec l’Espace Jeunes Libourne et la Cali Agglomération, un débat PolKa (Politique Kawaa) afin de permettre aux citoyens de découvrir et réfléchir sur l’impact, positif ou négatif?, des politiques européennes dans la vie de tous les jours.

Citoyenneté européenne, droit de vote. Mobilité, Schengen, libre circulation des personnes.

Marché commun.

Pourtant : déficit démocratique, montée des partis populistes et eurosceptiques, Brexit, crises ... quel scénario pour 2019?

A l’aide d’un « essentiel avant de débattre » et d’un « nuage de questions », les participants, sont invités à échanger et débattre de manière constructive et dépassionnée.

Le débat s’inscrit dans l’étape libournaise (Journée #27) du Parlez-moi d’Europe Tour, une campagne d’information et de débat qui sillonne la région Nouvelle Aquitaine depuis octobre 2017 avec un seul objectif : aller à la rencontre des citoyens, donner à comprendre, leur permettre de débattre et d’échanger sur les enjeux actuels des politiques européennes, tout en faisant remonter leur parole auprès de leurs représentants.

A la fin de chaque étape/débat, un vidéomathon permet aux personnes le souhaitant de s’exprimer sur le sujet tout en étant filmé : les participants s’imaginent face à un député européen et posent leur question/suggestion.

L’ensemble des vidéomatons et les retours des débats sont envoyés aux députés européens des 3 circonscriptions de Nouvelle Aquitaine pour qu’ils apportent leurs réponses aux préoccupations de s citoyens.

- **Date et heure**
Le 25 avril 2018 à partir de 19h

- **Lieu**
Espace Jeune Libourne, Libourne, Nouvelle Aquitaine

- **Nombre de participants**
17

- **Catégories de publics présents**
Des jeunes de l'Espace Jeunes de Libourne
Un élu
Des personnes travaillant dans les collectivités locales (mairie, intercommunalité)

- **Nom des intervenants ou des grands témoins s'étant exprimés**
Anne De Kermoyan, responsable du CIED Aquitaine anime le débat.
Un "PolKa" (pour Politique Kawaa) est un débat pour parler sereinement de sujets potentiellement polémiques ou sensibles avec des inconnus. Ils n'existent pas de bonnes ou de mauvaises réponses, tout le monde peut s'y préparer, prendre part à la discussion et donner son propre avis à l'aide d'un "Essentiel avant de débattre".
C'est pourquoi la méthode en question ne nécessite pas d'experts de la thématique : l'animateur encadre le débat et assure le bon déroulement, tout en restant impartial, factuel et synthétique. Les participants prennent la parole.

- **Thèmes évoqués**
Fonds européens en région
Gros manque d'information autour de l'Europe, du fonctionnement des institutions et des conséquences de ses politiques
Dispositifs européens à destination des jeunes

Synthèse de l'activité

- **Pistes de proposition formulées**
Le groupe est étonné que les financements de l'Europe ne soient pas plus mis en avant sur le territoire : il faudrait qu'il y ait plus de mention sur les bâtiments, dans la presse, dans les lieux financés, dans les discours des politiques locaux afin d'expliquer, ou de rendre les citoyens conscients, de la contribution européenne aux projets locaux du

territoire.

L'Education nationale devrait avoir un rôle fondamental dans la sensibilisation des jeunes à l'UE, à son fonctionnement et à ses politiques. Les participants aimeraient que soit enseigné de manière obligatoire et plus concrète le fonctionnement des institutions: les simulations du Parlement européen, par exemple, devraient être élargies et proposées dans tous les établissements d'école secondaire. Cela permettrait de mieux comprendre le rôle des députés européens, tout en encourageant les citoyens, les jeunes in primis, au vote et à l'engagement européen.

- **Questions / attentes / problèmes soulevés**

Les participants sont unanimes pour dire qu'ils n'ont que très peu de connaissances sur les actions de l'Union Européenne sur le territoire (FSE, FEDER, Garantie Jeunes). Ils ont le sentiment que ce type d'information s'adresse plus à un public averti qui va chercher ce qui se passe et comment ça se passe et que donc, la plupart des jeunes et des citoyens n'auront jamais accès à ces informations.

Le fait de ne pas avoir accès à l'information limite la possibilité de pouvoir bénéficier du dispositif mis en place.

Un jeune ayant bénéficié de la Garantie Jeunes n'était pas au courant du degré de contribution de l'UE dans le dispositif, dont il n'avait vu que les contraintes (présentées ainsi par les différents acteurs) de l'Europe : demande incessante de justificatifs, émargement...

Les participants ont révélé un gros manque de connaissance du fonctionnement des institutions européens, ainsi que du rôle des Etats membres, et cela à plusieurs niveaux et auprès de plusieurs publics et/ou catégories de personnes.

Les FESI leur semblent tout de même très complexe et ne s'adressent qu'à des structures déjà importantes ou financièrement solides. Ils trouvent dommage que des associations innovantes, de toutes petites entreprises ne puissent pas accéder à ces financements alors qu'elles sont très présentes en rural et permettraient peut-être de développer un peu plus le territoire, voire de créer de l'emploi.

Globalement, tous les participants sont d'accord pour dire que l'UE ne communique pas assez sur ses actions et sur ce qu'elle fait sur et pour les territoires, mais que les collectivités territoriales ne communiquent pas assez non plus pour valoriser ce qui a été financé ou aidé. Ils retiennent tout de même la complexité de l'utilisation des fonds européens et regrettent qu'il n'y ait pas plus de possibilités pour des petites structures.

- **Pistes de proposition formulées**

Le groupe est étonné que les financements de l'Europe ne soient pas plus mis en avant sur le territoire : il faudrait qu'il y ait plus de mention sur les bâtiments, dans la presse, dans les lieux financés, dans les discours des politiques locaux afin d'expliquer, ou de rendre les citoyens conscients, de la contribution européenne aux projets locaux du territoire.

L'Education nationale devrait avoir un rôle fondamental dans la sensibilisation des jeunes à l'UE, à son fonctionnement et à ses politiques. Les participants aimeraient que soit enseigné de manière obligatoire et plus concrète le fonctionnement des institutions: les simulations du Parlement européen, par exemple, devraient être élargies et proposées dans tous les établissements d'école secondaire. Cela permettrait de mieux comprendre le rôle des députés européens, tout en encourageant les citoyens, les jeunes in primis, au vote et à l'engagement européen.

Facultatif

- **Commentaires sur le déroulé de la Consultation**
[Not answered]